

Communiqué intersyndical

23 mars, ensemble, privé-public, en grève, manifestons.

Dans un contexte marqué par l'accroissement du chômage et de nombreux plans sociaux, l'accroissement de la précarité – tant dans l'enseignement supérieur et la recherche (voir notre enquête <http://www.precarite-esr.org/>) que dans les autres secteurs - et la volonté de supprimer un emploi sur 2 de fonctionnaires partant à la retraite, le pouvoir d'achat et les salaires continuent de se dégrader et les retraites sont menacées. Le 23 mars sera une nouvelle fois l'occasion pour les salariés, du privé comme du public, d'affirmer que d'autres orientations sont nécessaires, justes et possibles.

Dans le même temps, contre l'avis de la communauté universitaire et éducative, le gouvernement fait régresser pour tous les enseignants la formation tant disciplinaire, didactique que professionnelle. Avec les milliers de suppressions d'emplois dans l'Education Nationale, les injonctions ministérielles rendant impossible de construire des masters de qualité, une organisation des stages mettant en responsabilité d'élèves des jeunes sans aucune formation professionnelle, un calendrier aberrant des concours, l'absence d'aide financière sérieuse aux étudiants et l'organisation d'une année de prise de fonction catastrophique pour les nouveaux recrutés, c'est la formation de l'ensemble de la jeunesse, de la maternelle au lycée qui est en cause ! :

Les organisations soussignées de l'enseignement supérieur et de la recherche appellent tous les personnels à se joindre à la mobilisation par la grève et les manifestations le 23 mars.

Ensemble, mobilisons-nous notamment pour :

- Un **plan pluri-annuel de créations d'emplois de fonctionnaires** correspondant aux besoins de formation et de recherche.
- La **résorption de la précarité** dans l'enseignement supérieur et la recherche. dans le prolongement de l'enquête menée fin 2009
- Une **revalorisation des carrières** sur la base d'une reconnaissance des qualifications intégrant l'ensemble des primes, à l'opposé de l'individualisation des salaires par des primes (PES , PFR, et bientôt PIC)
- Des **augmentations salariales** assises sur la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat intervenues depuis plusieurs années.
- Une **réforme des retraites visant l'amélioration** de celles-ci pour tous, tant pour le Code des pensions que pour le régime général, avec notamment, le maintien - pour les fonctionnaires - du calcul sur les six derniers mois, permettant d'assurer une pension égale à 75% du salaire, de partir à 60 ans et revenant à une durée de cotisation de 37 ans ½.
- **L'amélioration des conditions de travail** et la fin des méthodes d'organisation du travail amenant à la multiplication des situations de souffrances professionnelles.
- Des **évolutions progressistes du service public**, ce qui implique le retrait de la loi mobilité et de la RGPP.

Les organisations soussignées exigent **l'ouverture immédiate de véritables négociations.**

Elles appellent l'ensemble des personnels à **se mobiliser massivement le 23 mars** pour faire aboutir leurs revendications et rappeler, dans l'unité interprofessionnelle la plus large, dans un contexte de crise, les services publics sont d'autant plus indispensables.

Signataires : FSU (SNESUP, SNCS, SNASUB, SNEP) ; CGT (SNTRS, FERC Sup) ; UNSA (Sup'Recherche, SNPTES) ; SGEN-CFDT Recherche EPST ; Sud Recherche EPST ; CFTC recherche ; UNEF. SLR ; SLU.